

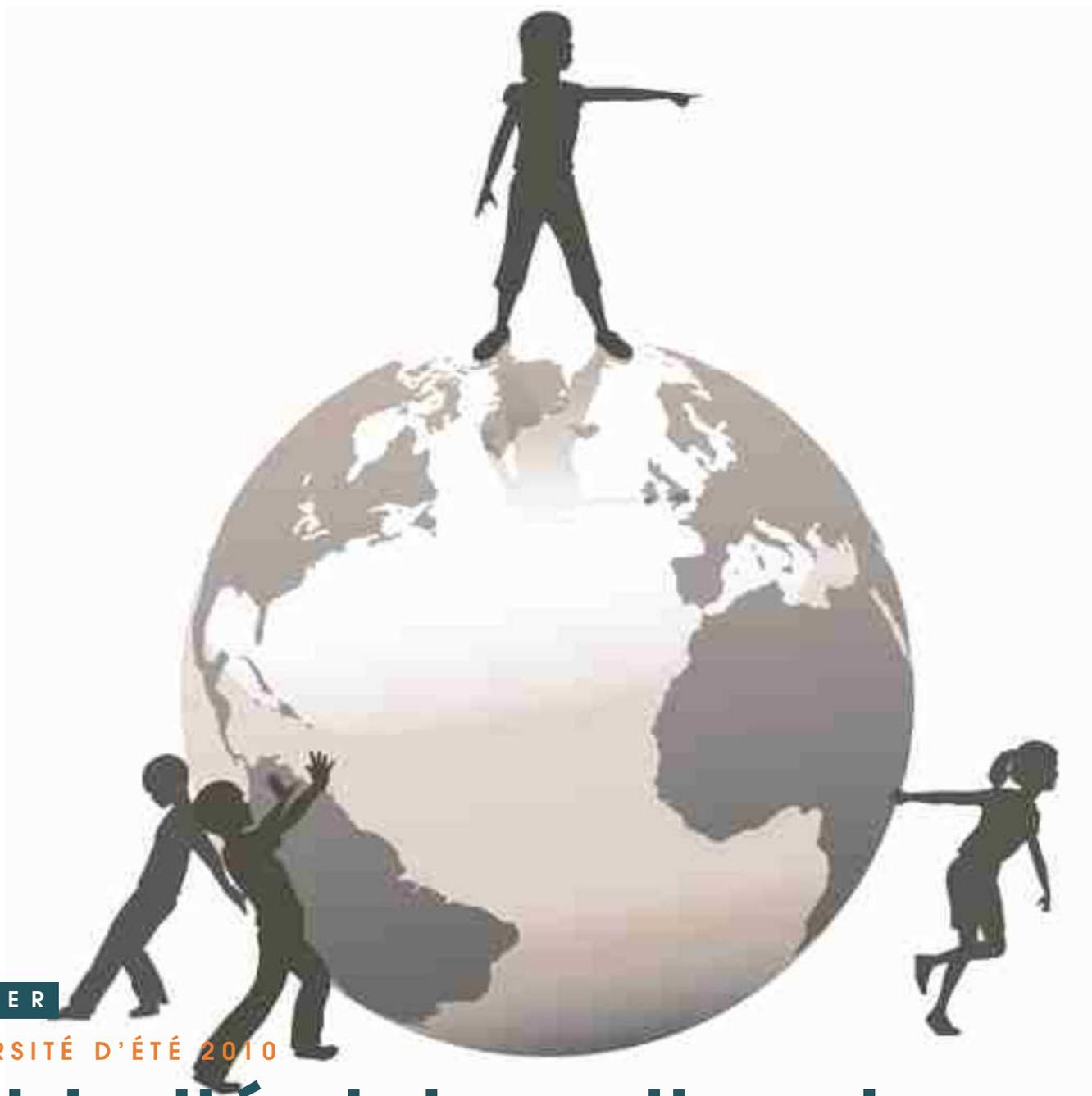
N°407

SEPTEMBRE/OCTOBRE 2010

<http://www.mcc.asso.fr>
9 - ISSN 0223 5617

Responsables

mouvement chrétien des cadres et dirigeants



DOSSIER

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ 2010

Solidarités internationales... ça bouge ! Et nous ?

ÉDITORIAL p. 3 • RENCONTRE avec Xavier Ricard. Réorganiser le système de production p. 4 • DOSSIER

Solidarités internationales... ça bouge ! Et nous ?. sommaire détaillé p. 6 • EN ROUTE VERS LYON 2011

Questions d'identité. Le MCC, porteur d'Espérance p. 24 • LIVRES p. 26 • LA LETTRE INTERNATIONALE

N° 133 p. 28 • VISAGES Claire et Jean-Baptiste Salles. « À l'étranger, le soutien d'une équipe nous manquait » p. 30 •

➤ **9 -10 octobre**
Conseil National du MCC
Enclos Rey - Paris

➤ **13 et 20 octobre, 3 et 24 novembre,**
8 décembre 2010



Manager, une expérience spirituelle

5 soirées de 19h30 à 21h45.

Au centre Sèvres, 35 rue de Sèvres 75006 Paris.
Ce séminaire s'adresse en priorité aux jeunes professionnels, quels que soient leurs engagements, leurs expériences spirituelles et leurs références philosophiques ou religieuses.

Inscription : MCC. Contact : contact@mcc.asso.fr
et www.mcc.asso.fr/Formation-pour-les-JP-de-25-a-30
Participation : 80 euros.

➤ **16 - 17 octobre 2010**
Autrement la vie... choisir le cap

XIII^e forum national de **Chrétiens en Forum**
Académie Fratellini :

Centre international des arts et spectacles,
rue des cheminots,
93210 St-Denis-La Plaine.

Consultez le programme complet et inscrivez-vous :
www.forum.cef.fr

➤ **4 et 18 novembre, 2 et 9 décembre**
2010, 6 janvier 2011



Préparer ses choix et ses engagements

5 soirées de 19h30 à 21h45.

Au centre Sèvres, 35 rue de Sèvres, 75006 Paris.
Ce séminaire s'adresse aux étudiants ayant des choix d'orientation à faire et aux jeunes professionnels s'interrogeant sur leurs priorités ou la meilleure manière d'orienter leur carrière.

Inscription : MCC. Contact : contact@mcc.asso.fr et
www.mcc.asso.fr/Formation-pour-les-JP-de-25-a-30
Participation : 80 euros (40 euros pour les étudiants).

➤ **20 novembre 2010**
Réunion annuelle trésoriers, MCC - Paris

➤ **26, 27 et 28 novembre 2010**
85^e Semaine Sociale de France
Migrants... un avenir à construire ensemble
www.ssf-fr.org

Inventer un avenir commun

Responsables d'une espérance durable
Lyon
15 et 16 janvier 2011

➤ **Lyon 2011, congrès du MCC**
Inventer un avenir commun,
Responsables d'un avenir durable
Rendez-vous à Lyon les 15/16 janvier 2011

Face à la **complexité** du monde d'aujourd'hui :

Comprendre les enjeux : mondialisation, nouvelles technologies, financiarisation, transmission,

S'éclairer sur nos aveuglements individuels et collectifs,

Découvrir des initiatives d'avenir dans les entreprises, la société civile, dans tous les lieux où s'exercent nos responsabilités.

Prendre conscience de nos marges de manoeuvre,

S'engager dans de nouvelles manières de **vivre ensemble**.

Et vivre ou revivre l'expérience du **mouvement** et de ses 6000 membres.

Portés par **l'art, la fête et la prière**. Dans la **joie** de la rencontre et des retrouvailles Au travers d'une **démarche spirituelle ouverte sur le monde !**

Réservez votre week-end pour vivre Lyon 2011 en équipe !

Responsables

Éditeur : U.S.I.C. - 18, rue de Varenne - 75007 Paris - Tél : 01 42 22 18 56

<http://www.mcc.asso.fr> - journal.responsables@mcc.asso.fr

Directeur de la publication : Patrice Méheux

Rédactrice en chef : Marie-Caroline Durier

Secrétariat : 01 42 22 59 57

Comité de rédaction : Michel Badré, Anne-Marie de Besombes, Pierre-Olivier Boiton, Bernard Bougon (aumônier national), Françoise Brunelle, Philippe Coste, Geneviève-Isabelle Coulomb, Jean-Luc Ménager, Antoine de Montety, Christian Sauret, Dominique Semont.

Graphiste : Véronique Vaude 06 16 99 88 05

Couverture : Michael Brown - Fotolia.com

Publicité : Agence M&C - Régie d'espaces de communication *Responsables*

Tél. : 04 90 82 20 70 - mail : responsables@mc-durable.com

Impression : Color 36, 36 320 Villedieu-sur-Indre

Dépôt légal : 3^e trimestre 2010 - mensuel

Inscription CPPAP n°0412 G 81875 Membre de l'APMS



Toute reproduction partielle ou totale des articles parus dans ce numéro est interdite sans l'accord de la rédaction.

Cette publication comporte un encart jeté sur la 85^e Semaine Sociale de France et un encart piqué sur congrès MCC Lyon 2011.

Notre site internet

Les abonnés trouvent leur journal en ligne dès parution.

Pour tous, les *Responsables* de plus d'un an sont consultables ainsi que le sommaire détaillé, l'éditorial de chaque numéro et des propositions pour des réunions d'équipes

<http://www.mcc.asso.fr>



Marie-Caroline Durier,
rédactrice en chef

Continuité et évolution...

À l'heure où nous bouclons ce numéro, les rues résonnent encore des manifestations massives contre le projet de réforme des retraites du gouvernement.

Quelles que soient les convictions des uns ou des autres, il est indéniable que cette question soulève un problème de société : quel monde voulons-nous laisser à nos descendants ? De quelles solidarités sommes-nous capables ? Quel avenir commun inventer ?

Le thème de Lyon 2011 – Inventer un avenir commun, responsables d'une espérance durable ! – semble donc en phase avec le questionnement profond de nos concitoyens.

Plus que quelques mois, une demi-année religieuse, avant ce grand rendez-vous des 15 et 16 janvier 2011 !

Dans cet esprit, le dossier de ce numéro dédié au thème de l'université d'été sur les solidarités internationales, qui s'est déroulée à La Baume-lès-Aix du 15 au 20 août, développe aussi des éléments de réflexion indispensables à la préparation du congrès.

En cela, *Responsables* reste dans la continuité de sa vocation : proposer à ses lecteurs de la matière pour analyser, discerner et agir.

Mais cette rentrée 2010 apporte aussi quelques évolutions nécessaires dans l'organisation de votre journal. Pour diminuer les coûts, il a été décidé par le bureau national du MCC que *Responsables* deviendrait un bimestriel. Il passe donc de 10 à 6 numéros par an. En complément du journal papier, *La Lettre* du MCC, newsletter électronique, sera envoyée mensuellement (10 numéros/an) à tous les abonnés et/ou cotisants du MCC. L'information de *La Lettre* sera plus immédiate et plus réactive et fera appel aux techniques du multimédia. Pour parfaire l'assainissement des comptes, il a également été décidé d'augmenter les tarifs d'abonnement de 1 euro tandis que le prix du numéro passe à 9 euros. L'information a un prix et je ne saurais trop vous encourager à vous abonner et à faire la promotion de *Responsables* autour de vous pour que votre journal continue de vivre. Quant au comité de rédaction et à moi-même, nous poursuivons avec entrain notre travail tant pour *Responsables* que pour *La lettre* pour vous offrir une information de qualité.

Responsables reste dans la continuité de sa vocation : proposer à ses lecteurs de la matière pour analyser, discerner et agir.

Bonne rentrée à tous !

XAVIER RICARD, MEMBRE DU COMITÉ DE DIRECTION DU CCFD-TERRE SOLIDAIRE, RESPONSABLE DES PARTENARIATS INTERNATIONAUX

Réorganiser le système de production

✎ Le CCFD-Terre Solidaire est constitué de 27 mouvements et services d'Église. Il s'appuie sur l'engagement de 15 000 bénévoles en France. Ce réseau de bénévoles est structuré autour de 99 délégations diocésaines, elles-mêmes regroupées au sein de douze régions. Xavier Ricard, responsable des partenariats internationaux, fait également partie de la cellule « prospective » mise en place par le CCFD-Terre Solidaire pour dégager les grandes orientations de l'association pour les années à venir. Ces orientations seront dévoilées à l'occasion d'un colloque en novembre 2011, un des temps fort de la célébration du 50^e anniversaire de l'association. Il a accepté d'évoquer pour *Responsables* ce vaste programme ainsi que son parcours personnel.

Propos recueillis par Solange de Coussemaeker.

« Les conséquences environnementales désastreuses qui découlent de nos modes de développement, provoquent aussi des prises de conscience salutaires. »



Xavier Ricard

Responsables : *Quel genre de propositions comptez-vous faire ?*

Xavier Ricard : Nous proposerons nos réflexions sur la nécessaire réforme mondiale des modèles de développement, des systèmes de régulation mondiale, particulièrement des marchés agricoles et des marchés de matières premières, sans oublier, bien sûr, les marchés financiers.

Nous portons une attention particulière aux politiques fiscales mondiales, à la lutte contre les paradis fiscaux et l'évasion fiscale pratiquée par les multinationales, qui ont un impact très négatif sur les économies des pays du Sud. Nos propositions s'attachent à privilégier une finance plus régulée, qui soit au service de tous, à travers le soutien par exemple à la finance solidaire ou à l'épargne de partage.

Une de nos grandes orientations concerne également le renforcement des agricultures familiales qui, si elles étaient soutenues, permettraient de remédier au problème de la faim dans le monde.

Dans cette optique, nous sommes en lien avec des organisations internationales comme la FAO pour mettre sur pied des programmes de soutien aux agricultures paysannes. Nous plaçons au centre de notre action le renforcement du rôle des sociétés civiles dans les mises en place de systèmes de dialogue pérennes avec les États.

Pour faire court, nous sommes inspirés par la conviction que la planète doit être gérée de façon plus collégiale, à travers une vision plus fraternelle et plus solidaire. Des changements importants sont à mettre en œuvre si l'on veut sortir des logiques de pure compétition et du « tout profit » prédominantes depuis plusieurs années, qui mènent nos pays dans une impasse.

En corollaire, nous faisons des propositions visant à développer la vie citoyenne, dans le cadre d'un renouvellement du capitalisme. La situation de crise perpétuelle que nous vivons depuis trente ans, les conséquences environnementales désastreuses qui découlent de nos modes de développement, provoquent aussi des prises de conscience salutaires. Un nombre grandissant d'hommes et de femmes veulent devenir acteurs positifs de leur propre histoire.

Reste à encourager la volonté politique, qui n'est pas toujours au rendez-vous.

Responsables : *L'Europe a-t-elle, selon vous, un rôle à jouer dans ce programme ?*

X. R. : Bien sûr, elle est plus que jamais appelée à jouer un rôle dans le renouvellement de la pensée humaniste. Le monde est en droit d'attendre de l'Europe, même à 27, qu'elle participe activement à la refonte d'un projet collectif, constituant un sous-ensemble du monde, à taille humaine. Même si elle est actuel-

lement ectoplasmique, nous espérons que, respectueuse du droit universel, capable de surmonter ses difficultés actuelles, elle puise sa volonté collective dans une mémoire qui ne l'enferme pas mais, au contraire, la porte vers un élan de refondation.

Nous sommes favorables à une réorganisation totale du système de production, et nos pays, différents mais liés par l'histoire, forment une bonne plate-forme pour cela. Reprenant conscience de nos traditions, nous pouvons jouer un rôle de pilote. Face aux tentations de replis identitaires, nous invitons les partis politiques à poser clairement les enjeux de cette recomposition.

Responsables : *Parlez-nous des partenariats internationaux dont vous assurez l'organisation.*

X. R. : Nous soutenons des organisations dans 70 pays du Sud et de l'Est : ONG, mouvements citoyens, plates-formes, services paroissiaux, entreprises sociales...

Par exemple, au Togo, nous avons aidé des organisations paysannes, regroupant 15 000 producteurs de maïs, à se structurer pour négocier avec l'état et être en capacité de constituer des réserves alimentaires. Dans ce type de projet, nous aidons les structures à améliorer leur productivité, à optimiser la conservation et la gestion des stocks...

Nous sommes également présents en Haïti, où nous soutenons depuis trente ans des organisations locales. Ces organisations ont bénéficié d'un soutien accru du CCFD-Terre Solidaire depuis le séisme. Citons deux chiffres : 60 % de la population active vit dans les campagnes alors que seul 3 % des financements publics et privés disponibles sont destinés au monde rural. C'est pourquoi la relance du secteur agricole est pour nous une priorité. Nous aidons les organisations locales haïtiennes à réhabiliter les activités rurales et artisanales dans les campagnes.

Responsables : *Quel est votre parcours et quelles valeurs vous animent ?*

B. S. : D'origine franco-péruvienne, j'ai fait des études littéraires en France (sciences politiques et philosophie), suivies d'un doctorat d'anthropologie, avec une thèse sur les populations pastorales du Sud-Pérou.

J'ai ensuite passé 10 ans à l'étranger, à la frontière du Zimbabwe, et au Pérou où j'ai travaillé au Centre Bartolome de Las Cazas, un centre de recherche en sciences sociales qui a été fondé par les dominicains, situé à Cuzco.

J'ai rejoint le CCFD-Terre Solidaire en 2008. Je suis animé par les valeurs de l'humanisme chrétien telles que l'option préférentielle pour les pauvres, la préoccupation de justice sociale. Je ne crois pas au salut individuel et souhaite tout mettre en œuvre pour renouveler cette conscience chrétienne dans un sens plus spirituel et tourné vers plus de justice. ●

UNIVERSITE D'ETE 2010

Solidarités inter ça bouge ! Et nous ?

Éviter la tyrannie de l'économie 8

Christian Comeliau remet l'économique « à sa juste place » au service de l'homme.

Deux ans de coopération au Tchad 11

Témoignage de *Florence Galimard*, volontaire à la DCC.

Une multinationale apatride... ça n'existe pas ! 12

Alain Heilbrunn analyse les possibilités d'action des grandes entreprises dans le contexte de globalisation..

Regards d'Afrique 15

Témoignage et point de vue de *Robert Tshilombo*, chercheur à l'université de Kinshasa.

Un modèle alternatif 16

Geneviève Guénard présente le fonctionnement et les principes de la microfinance.

Accueillir notre vocation 20

Bernard Bougon propose une réflexion spirituelle sur le sens du développement de l'Homme.

Le développement comme vocation 23

Vie d'équipe présentée par *Bernard Bougon*.

nationales...

Dans le très beau cadre de La Baume-lès-Aix, chaque journée de l'université d'été du MCC était rythmée par un temps de prière matinal, un temps de réflexion présenté par un intervenant et un temps d'échange entre participants avec le témoignage d'engagements professionnels ou associatifs vécus à l'international.

Pourquoi l'international ? Il a paru nécessaire de comprendre cette dimension qui traverse les quatre grands thèmes du congrès : l'entreprise, la gouvernance, la solidarité, le développement soutenable. Et permettre de croiser différents regards, afin de changer profondément de comportement ; revoir nos priorités : faire la différence entre le nécessaire et le superflu, partager...

L'université a été marquée par quatre temps forts :

Christian Comelieu a proposé une réflexion critique sur notre vision du développement.

Alain Heilbrunn, un éclairage sur l'engagement possible dans le monde professionnel : la responsabilité sociale de l'entreprise permet d'œuvrer pour de nouvelles relations à l'international plus humaines et solidaires.

Geneviève Guénard a présenté une approche pragmatique des actions individuelles et collectives possibles pour « aimer en actes » avec la microfinance et le micro crédit.

Bernard Bougon enfin, aumônier national du MCC, nous a invités à mûrir le sens de notre vie spirituelle à travers l'enseignement social de l'Église, en particulier la dernière encyclique *Caritas in veritate* de Benoît XVI.

À l'issue de l'université, tous les participants ont souligné la richesse des points de vue, différents de ceux habituellement relayés par les médias, et l'intérêt d'alterner réflexion et expériences concrètes. De plus, la présence de Robert Tshilombo, de la République Démocratique du Congo, a permis de partager une analyse de la situation en Afrique et le point de vue d'un homme du Sud.

Responsables vous propose de vivre (ou de revivre) ces temps forts de l'UE 2010.

Bonne lecture...

Brigitte de Metz-Noblat

DEVELOPPEMENT ET MONDIALISATION

Éviter la tyrannie de l'économie

La société mondiale est en transformation rapide : elle est marquée par un accroissement considérable de la richesse globale, mais aussi par les ravages de diverses crises (économiques, financières, sociales, écologiques, politiques), par l'aggravation des inégalités, par la persistance de nombreuses formes de misère, d'exploitation et de violence.



Christian Comélieu, économiste, professeur honoraire à l'Institut Universitaire d'Études du Développement de Genève, auteur de divers ouvrages dont les trois suivants sont directement en rapport avec les thèmes traités ici : *Les impasses de la modernité* ; *Critique de la marchandisation du monde*, Seuil, Paris, 2000 ; *La croissance ou le progrès ? Croissance, décroissance, développement durable*, Seuil, Paris, 2006 ; *L'économie contre le développement ? Pour une éthique du développement mondialisé*, l'Harmattan, Paris, 2009.

Au total, en dépit de progrès spectaculaires dans les niveaux de vie, cette société garde de nombreuses composantes éthiquement inacceptables, et sa viabilité même dans la longue durée se trouve menacée. Dans un tel monde, la réflexion sur le « développement » demeure donc plus nécessaire que jamais. Les observations ci-dessous insistent sur ce qui paraît constituer une exigence préalable à la compréhension de ces problèmes, celle d'une réflexion en profondeur sur le contexte de pensée et d'action qui conditionne les perspectives du développement mondial.

Pour l'essentiel, l'aspiration au « développement » consiste à libérer la société des hommes des aspects les plus inacceptables et des menaces les plus graves sur son avenir - misère, violence, injustices, destruction du cadre naturel - et à améliorer progressivement les conditions dont dépend la satisfaction de besoins considérés comme prioritaires (matériels ou autres). Cependant les autorités publiques, les grands acteurs économiques et les techniciens qui les appuient, loin de proposer un discours centré sur ces besoins prioritaires concrets, parlent avant tout de « croissance économique », c'est-à-dire de l'augmentation indéfinie des quantités de marchandises et de revenus.

Un développement dévoyé par un système.

Personne n'est entièrement dupe, bien sûr, de ces simplifications abusives ; divers travaux cherchent à y remédier, mais on ne dispose

toujours pas d'une approche alternative satisfaisante. Je voudrais souligner l'une des raisons principales de cette conception simpliste : c'est l'émergence progressive, depuis deux ou trois siècles et à partir de l'Europe occidentale, d'un véritable système mondial, qui prétend imposer sa logique à l'ensemble du monde, et qui y réussit pour l'instant assez largement. La logique dominante de ce système peut être résumée, à partir de son histoire et de sa physionomie actuelle, comme une logique individualiste - ou, plus précisément, comme une logique centrée sur des intérêts particuliers plutôt que sur des inté-





*Notre
obsession des
préoccupations
économiques
procède d'une
dérive majeure,
qui consiste à
confondre les
moyens et les
finalités.*

rêts collectifs – et comme une logique essentiellement préoccupée d'économie, c'est-à-dire axée sur l'organisation de moyens rares pour atteindre des objectifs principalement matériels de production, de consommation, d'échange, et plus largement de puissance. Ces préoccupations se traduisent par la recherche incessante du progrès technique, par le productivisme et l'expansionnisme sans limite, et par la prédominance systématique accordée aux mécanismes du marché (demande solvable, profit et concurrence). D'où la conception, présentée comme universelle, d'un « progrès » de l'humanité qui dépendrait principalement de l'accumulation de richesse monétaire (puisque celle-ci devient l'instrument obligé d'accès à la satisfaction des besoins), de la production de marchandises, de l'échange généralisé, de l'acquisition privative d'une quantité sans cesse accrue de biens matériels, et enfin d'une consommation sans limite et sans souci des équilibres des écosystèmes.

Cette description sommaire révèle bien le caractère extrêmement réducteur de la conception de l'homme et de la société qui sous-tend cette « civilisation » en voie de mondialisation : réducteur par rapport à d'autres formes de civilisation qui ont brillé dans le passé ; mais réducteur aussi, et plus profondément, par rapport aux potentialités de la condition humaine. Car l'homme est à la fois personne individuelle et être social ; il est à la fois plongé dans la matière, et hanté par le désir de s'en dégager à travers la spiritualité et la transcendance ; il a vocation à dominer la matière, mais il ne peut ignorer les lois de

conservation de cette matière ; il aspire à l'universel, mais au nom de quoi pourrait-il imposer à d'autres ses propres conceptions ?

À mon sens, c'est précisément ce réductionnisme illégitime du système mondial qui explique son incapacité intrinsèque à fonder un progrès réel dans l'épanouissement des individus et des sociétés. L'« obsession de l'économie » qui caractérise ce système doit donc être dépassée. Et ce dépassement est possible.



Resituer l'économie dans la société

Ne tombons pas dans l'angélisme irréaliste, en affirmant que l'approche économique de l'organisation sociale est inutile, ou qu'elle est devenue tellement nocive qu'il est préférable d'y renoncer. Je veux seulement montrer que notre obsession des préoccupations économiques procède d'une dérive majeure, qui consiste à confondre les moyens et les finalités. Je me borne à proposer ici trois points de repère préliminaires pour une réflexion que j'aimerais poursuivre collectivement.

Le premier rappelle l'objet de la discipline économique. L'économie n'a pas vocation à déterminer les finalités de l'activité humaine : elle propose une méthode pour réaliser au mieux les objectifs que les hommes souhaitent se donner, compte tenu de leurs préférences individuelles ou collectives et des règles de vie sociale qu'ils se sont données, en combinant, de la manière la plus efficace possible, les moyens rares dont ils disposent. L'économie est donc au service de la société et de ses objectifs, et non l'inverse :

c'est seulement à partir d'une erreur de raisonnement – qui s'explique par la prédominance des mécanismes de marché et l'idée que, dès lors que tout s'achète, la seule règle importante est de maximiser le revenu individuel – que les préoccupations de croissance, de rentabilité et de concurrence se substituent au choix des finalités de l'homme et de la société. Mais c'est bien ce que notre système propose en pratique. D'où la nécessité d'une distinction essentielle : il ne faut pas confondre les choix de finalités – qui dépendent de jugements de valeurs sur ce qui est souhaitable dans la vie individuelle et sociale, et que l'on peut appeler pour cette raison les choix politiques ou éthiques – avec les choix économiques et techniques, qui portent, eux, sur les choix des moyens les plus adaptés à la réalisation de ces finalités, et qui procèdent ainsi d'une rationalité purement instrumentale. L'importance de la distinction provient, bien sûr, de ce qu'elle renvoie à des critères de choix différents.

● Des choix politiques nécessaires

Dans la pratique, bien sûr, cette distinction n'est pas toujours claire, et elle peut conduire à des dilemmes difficiles à trancher. Un deuxième point de repère devient ainsi nécessaire : lorsque les soucis de finalités et de

moyens paraissent difficilement compatibles, il faut se donner une règle de priorité pour mieux apprécier les enjeux des choix en présence. Il n'est certes pas possible d'ignorer les contraintes économiques, mais il faut admettre aussi que la raison d'être de tout effort d'organisation du progrès est celle de la poursuite des finalités de ce progrès, et non celle du respect d'une quelconque orthodoxie économique, dont il faut affirmer qu'elle est par définition subordonnée aux finalités sociales.

D'où un troisième point de repère pour éviter le simplisme : c'est la nécessité de méthodes d'élaboration nouvelles des stratégies de développement, avec au moins deux composantes : le rejet des pratiques actuelles de référence exclusive au critère de la rationalité économique (confondue, de plus, avec le critère de la rationalité marchande) ; la nécessité de promouvoir une approche politique de l'élaboration des stratégies de développement, et donc la mise en œuvre d'un véritable débat politique à leur propos.

Mais ces principes et ces méthodes ne sont guère du goût de la technocratie qui nous gouverne, sans doute parce qu'elle défend certains intérêts particuliers : il faut donc poursuivre, et affiner, la recherche des exigences de ce renouveau. ●





Florence Galimard
avec ses élèves
tchadiens.
Elle travaille
actuellement
en logistique
en sous-traitance
automobile.
Elle est correspondante
JP MCC Sud Ouest.

TÉMOIGNAGE D'UNE VOLONTAIRE DE LA DCC

Deux ans de coopération au Tchad

Je suis partie deux ans avec la Délégation Catholique pour la Coopération (DCC) en tant que professeur de mathématiques à Sarh, au sud du Tchad, au lycée-collège Charles Lwanga, géré et dirigé par des jésuites. Il persiste un cruel manque de professeurs scientifiques ; la plupart ne détiennent qu'un brevet des collèges ou un bac. À N'Djamena, la capitale, l'université, la seule du pays, fonctionne très mal, les professeurs étant bien souvent en grève, le gouvernement ne les payant pas tous les mois. Les Tchadiens les plus riches poursuivent leurs études ailleurs, essentiellement dans d'autres pays d'Afrique. Reviennent-ils ensuite dans leur pays ?

Les élèves étaient parfois bavards, toujours respectueux et pour certains travailleurs. Ils n'hésitaient pas à me réveiller le samedi matin pour entendre des explications. Les premiers temps, ce n'était pas facile de reconnaître les élèves, tous noirs, en uniforme et s'appelant Obélix, Majoie, Asdebaye, Destin ou Abdelkarim. Nous avons mutuellement appris à connaître une autre culture. Gare aux interrogations et aux longs devoirs surveillés de Mme Florence ! Je m'inquiétais d'un élève dont les notes baissaient. Le problème était la faim, son tuteur ne lui donnait pas tous les jours à manger ; imaginez un contrôle en pleine chaleur et le ventre complètement vide...

Nous ne pouvons pas changer de couleur et nous restons toujours des « nasara » (blanches). Or un blanc est forcément riche... Au marché, beaucoup m'appelaient « ma sœur ». Ils ne comprenaient pas où était mon mari...

Quelques Tchadiens se rendent compte que les Français expatriés et les Français de la mission catholique ne sont pas là pour les mêmes raisons. Mais des propos racistes commençaient à fuser : « Les militaires français n'ont rien à faire ici, laissez nous tranquilles. » Le fort passé colonial et la position actuelle de la France au Tchad ne font qu'amplifier ce début de rejet des Français.

De retour en France, pourquoi ai-je ce sentiment d'impuissance ou d'insatisfaction de ne pouvoir aider tous mes anciens élèves ? En juin 2007, mon meilleur élève, Magloire, m'écrivait : « Des élèves ont manifesté pour exiger un bac crédible. Or, les soldats ont semé le désordre à coups de matraque et de kalachnikov. Certains élèves ont alors décidé de soutenir les profs en refusant de composer et je suis de ceux-là [...] Notre président se fiche royalement de tout ce qui se passe et part en villégiature en Égypte avec son épouse ! Vous ne pouvez imaginer à quel point les gens se fichent de notre avenir ici ! » Le bac a été corrigé par des individus sortis d'on ne sait où... Magloire a donc redoublé alors qu'il avait 16 de moyenne en terminale C. Triste réalité. Mounira Mitchala, une jeune chanteuse tchadienne talentueuse, encourage la jeunesse de son pays à prendre conscience de la richesse culturelle exceptionnelle du Tchad, à la mettre en valeur et à la préserver. Oui, croyons en l'espérance d'une vie meilleure pour ces peuples et essayons de faire notre possible pour que les jeunes du Tchad puissent cheminer correctement. ●

Florence Galimard

« Vous ne pouvez imaginer à quel point les gens se fichent de notre avenir ici ! »

RESPONSABILITÉS SOCIÉTALES DES ENTREPRISES ET GLOBALISATION

« Une multinationale apatride... ça n'existe pas ! »

L'impression prévaut qu'avec la globalisation, les grandes entreprises sont devenues tellement puissantes que ce sont elles qui maintenant dictent leurs positions aux États. La situation est en réalité infiniment plus complexe. Pour tout responsable chrétien qui cherche à « identifier et faire jouer ses degrés de liberté » il est important de comprendre comment les choses se passent.



Alain Heilbrunn, ingénieur chimiste et docteur, 20 ans dans une entreprise chimique avec des responsabilités de recherche puis de direction d'activités. 15 ans chez Total comme responsable de l'Europe centrale puis directeur des affaires européennes. 5 ans comme secrétaire général d'une fédération pétrolière européenne. Entré au MCC en 1973. Nombreuses activités et responsabilités dans des mouvements d'action catholique et des groupes de réflexion *Think Tank*.

Il est bien exact que les entreprises ont beaucoup grossi ces trente dernières années et ont internationalisé leurs activités de vente et de production. Certaines notent avec fierté que leur CA est supérieur au PNB de beaucoup d'états. Pourtant, elles n'ont jamais été aussi vulnérables et tributaires d'un gouvernement, celui de leur pays d'origine. Une multinationale apatride, cela ne peut pas exister. Les gros contrats de Boeing sont signés à la Maison Blanche. Les interventions des états dans les grands contrats et pas seulement publics sont de moins en moins cachées. L'intervention dans les décisions publiques est aussi essentielle. On le voit bien à Bruxelles où chaque gouvernement défend « avec les dents » les intérêts de ses champions nationaux.

● Une concurrence accrue

La globalisation a accru la concurrence et donc la vulnérabilité des entreprises. La dernière crise a vu les états, même les plus libéraux, injecter des centaines de milliards pour sauver de la faillite leurs banques, compagnies d'assurance, leurs constructeurs automobiles... Sans une intervention énergique du gouvernement anglais, BP n'aurait pas survécu au terrible accident de sa plateforme dans le golfe du Mexique. Dans les pays plus « directifs » : Japon, Corée, Chine, la pression des états en faveur de leurs champions est bien plus forte : subventions massives, soutien au piratage des brevets, des procédés, des marques, protection des marchés.

Du début de l'ère industrielle jusqu'aux chocs pétroliers, ce qui faisait la légitimité de l'entreprise était la fourniture de biens et de services, qui ont alimenté la croissance au cours de ces années, et les emplois qu'elles procuraient, garants de stabilité et de possibilité pour un très grand nombre de s'établir et d'améliorer leur situation. Les trente glorieuses ont construit, par le conflit et le dialogue, un système social dont nous avons beaucoup bénéficié. Des mouvements chrétiens dont l'USIC, précurseur du MCC, y ont souvent joué un rôle d'initiateur.

Les deux chocs pétroliers de 1974 et 1980 (guerre au Proche Orient et révolution iranienne) ont été une rupture douloureuse car l'augmentation vertigineuse du prix de l'énergie a provoqué une baisse brutale de la consommation alors que les capacités de production continuaient à augmenter. La rentabilité s'effondre. Le taux de chômage atteint 10%. Ni les états ni les entreprises ne peuvent continuer à financer le modèle social. La crise de la sidérurgie en 1977 fait prendre conscience que les salariés les mieux payés et les mieux protégés n'ont plus rien le jour où leur entreprise fait faillite. Combien d'autres salariés ont fait depuis cette douloureuse expérience ?

● La puissance des « émergents »

Pour les entreprises, les deux chocs pétroliers ont correspondu à la montée en puissance de pays « émergents » : Japon puis Corée



Certaines entreprises ont un chiffre d'affaire plus élevé que le PNB de beaucoup d'États.

JUMME - FOTODU.COM

puis Brésil... Il ne s'agissait pas de timides avancées. Dans les années 70, le Japon a construit des chantiers navals d'une capacité représentant la moitié de la capacité mondiale. Dix ans plus tard, la Corée a fait la même chose. Il ne s'agit pas de gagner des parts de marché mais de tuer les concurrents. Les Japonais à cette époque ont cassé les reins des constructeurs de voitures américains et européens. Ils ont raflé à peu près 100 % des marchés de la moto, des appareils photo et des instruments de musique. Les Coréens ont fait de même avec l'électronique... Depuis, ces luttes sans merci continuent avec de nouveaux acteurs, déplaçant de plus en plus vite les centres de production. La lutte pour la vie d'une entreprise devient plus risquée et demande des décisions de plus en plus rapides et donc de plus en plus de flexibilité. Pour les entreprises de pays comme la France qui ne parviennent pas à maîtriser leurs coûts de fabrication, les délocalisations deviennent la seule voie à suivre. On ne va pas dans les pays à bas coût pour faire du développement mais pour survivre.

C'est, depuis, pour les entreprises, une lutte permanente pour la survie. Il faut tailler dans les effectifs, fermer des sites... Son rôle social ne peut plus être ce qui légitime l'entreprise.

Les entreprises en Europe réfléchissent à ce que peut être leur contribution à l'évolution de l'humanité témoignant de leur engagement et donc de leur légitimité.

● **L'engagement des entreprises**

Paradoxalement, c'est de grandes entreprises européennes qu'est venue l'initiative de *Corporate Social Responsibility*¹ ou CSR. Le mot anglais *social* peut se traduire par social ou sociétal. C'est le premier qui a été choisi, mais c'est le second qu'il fallait prendre. Car le but n'est pas d'interférer avec le droit social très réglementé dans chaque pays, mais bien de montrer que les entreprises, au moins les grandes, veulent être perçues comme citoyennes en faisant une promotion effective des valeurs qui comptent dans la société sans y être contraintes par une réglementation. Au même moment, le Secrétaire général de l'ONU Koffi Annan a lancé le *Global Compact*². Les entreprises qui adhèrent volontairement à ce programme s'engagent à promouvoir et respecter partout où elles opèrent dix principes concernant le respect de leur personnel, de l'environnement et la lutte contre la corruption. Là aussi, ce sont des entreprises européennes qui ont construit et mis en place ce projet. Elles l'ont complété par la publication de rapports sociaux et environnementaux annuels.

● **Des limites à dépasser**

Je ne voudrais surtout pas dénigrer des initiatives très louables dans lesquelles j'ai été personnellement très impliqué, mais en montrant les limites, d'autant que ce sont les

« *Sans une intervention énergétique du gouvernement anglais, BP n'aurait pas survécu au terrible accident de sa plateforme dans le golfe du Mexique.* »

¹ *Corporate Social Responsibility* : Responsabilité sociale des entreprises. Voir www.crseurope.org

² *Global Compact* : sorte de pacte mondial proposé par l'ONU aux entreprises. Voir www.unglobalcompact.org

limites qui indiquent comment progresser. J'en mentionnerai trois :

- Lorsqu'une entreprise a un nom, une marque qui a de la valeur, les vautours vont tourner autour pour se faire de l'argent et/ou de la notoriété au détriment de cette marque. L'affaire la plus emblématique est sans doute Nike. Mais on pourrait mentionner d'autres exemples comme la plateforme Brent Spar de Shell, Total en Birmanie...

Là aussi, tous les coups sont permis et les entreprises se protègent contre ces intrusions. C'est ainsi que les rapports sociétaux sont construits à « l'envers » : on dresse la liste des prédateurs et on fait en sorte que chacun puisse trouver sur une page qui lui est en réalité destinée les réponses de nature à amoindrir ses attaques (c'est ce qu'aurait dû faire le Vatican). L'inconvénient, c'est que l'on impose aux entreprises de se concentrer sur les sujets sur lesquels les groupes de pression sont les plus actifs ; ce ne sont pas toujours de vraies priorités et parfois des sujets franchement dérisoires.

- Ces politiques sociétales sont en fait un *trade off*³ : l'entreprise ne se préoccupe plus d'emploi car c'est de la responsabilité des politiques, mais elle se préoccupe de réchauffement climatique, de la lutte contre le sida ou la malaria, de biodiversité... Compte tenu de la situation sociale en France comme dans toute l'Europe avec un chômage qui reste à des sommets, je ne vois pas comment la création d'emplois en France ne redeviendrait pas « la » priorité. Le climat n'est pas très favorable car les débats sur le financement des retraites, les 35h... ont poussé à un dogmatisme outrancier au détriment d'une recherche de solidarité. On est trop dans le chacun pour soi. C'est vraiment le moment de changer et de montrer qu'un débat sur les solidarités en France contribuerait significativement à y relocaliser des emplois. La sortie de crise montre bien que seuls les pays ayant assez d'emplois industriels pourront faire baisser le chômage.

- Ces politiques sont considérées comme de la communication de crise et sont décidées par le seul CEO⁴. C'est normal, en situation de crise, c'est comme cela qu'il faut procéder. Mais une façon de leur donner plus

« Les entreprises qui adhèrent volontairement au Global Compact s'engagent à promouvoir et respecter partout où elles opèrent dix principes concernant le respect de leur personnel, de l'environnement et la lutte contre la corruption. »

de sens serait précisément d'associer toute la structure de l'entreprise qui ferait alors émerger des projets plus précis qui donneraient plus de consistance à ces politiques sociétales. En outre, cela recréerait un lieu où l'entreprise pourrait échanger avec ses salariés sur des sujets de fond concernant l'évolution du monde. Que faut-il changer en priorité ? Où agir ? Un tel échange ferait le plus grand bien au climat dans l'entreprise et même dans la société. Enfin, dans le dialogue social, on ne parlerait plus de soi mais des autres. On glisserait de la revendication à la responsabilité partagée. Soyons bien clair, ce ne serait pas à la place du dialogue social habituel et normal mais en plus. Je rêve ? Oui, car les structures de représentation, tout à leurs négociations n'y ont pas un intérêt immédiat. Mais à plus long terme, tout le monde y a intérêt : l'entreprise serait mieux considérée par ses salariés qui y verraient que des valeurs essentielles sont effectivement partagées. Et les salariés qui ont, par leurs contacts et leurs engagements, beaucoup d'idées concrètes en verraient une partie se réaliser. Il en résulterait des rapports sociétaux moins grandiloquents, mais plus convaincants sur la durée. Comment concrétiser ce rêve ? En mettant plus d'amour, de charité dans notre comportement individuel. Comme dit Saint Paul : « Si je n'ai pas l'amour, je ne suis qu'une cymbale retentissante ». On ne change pas le monde avec des cymbales. ●

³ *Trade off* : Sorte de marchandage, de compromis.

⁴ *CEO* : Chief Executive Officer, direction générale.





Robert Tshilombo Kalolo est chercheur à l'université de Kinshasa, en thèse à l'université de Nancy.

TÉMOIGNAGE D'UN CHERCHEUR

Regards d'Afrique

En organisant son université d'été autour de l'interrogation sur les Solidarités internationales : ça bouge ! Et nous ? le MCC a entendu lancer le débat préparatoire à son congrès sur les mutations économiques planétaires et leurs incidences sur la pauvreté mais aussi situer le cadre d'action et d'expression de cette solidarité internationale. Pour un Africain participant à cette université d'été, comment ne pas se sentir interpellé par cette interrogation à plus d'un titre ?

D'abord, la place de l'Afrique dans les échanges internationaux reste marginale. Ensuite, aucun pays africain ne se range dans le peloton de nouvelles puissances émergentes. Enfin, la pauvreté s'y est installée avec autorité faisant de ce continent le centre de convergence de la solidarité internationale. Est-ce une fatalité ? Non ! Sans doute parce que des pays comme le Ghana et le Botswana semblent donner l'indication, de l'avis de beaucoup de spécialistes, que le mariage entre bonne gouvernance et bon leadership dans un cadre politique démocratique peut être une voie de sortie de la pauvreté. Pourtant, à l'analyse, les choses ne sont pas si simples qu'elles paraissent.

Par rapport à l'interrogation du départ, deux questions se posent : celle du niveau d'expression de la solidarité interne et celle de sa cohérence dans le maillon de la solidarité internationale.

• La solidarité interne.

Le cadre institutionnel avec ses prévisions budgétaires est un indicateur sérieux pour apprécier le niveau d'expression interne de la solidarité nationale. Force est justement de constater, cinquante ans après les fameuses indépendances africaines, la propension à la dilapidation des ressources importantes au profit de la classe dirigeante, de dépenses de prestiges, l'abandon du monde paysan, l'extension sans solution de bidonvilles...

Cette situation est générale en Afrique. Elle est la suite logique de régimes patriarcales et corrompus confortés par la tricherie à répétition des élections sous la complaisance des observateurs internationaux. Ainsi, la population ne trouve un peu d'humanité que dans la solidarité internationale citoyenne, bilatérale directe ou par voie d'ONG et multilatérale. À titre d'exemple, regardez le chiffre record de viols massifs de femmes à l'est de

suite page 19...

UNE ACTION CITOYENNE : LA MICROFINANCE

Un modèle alternatif

Si la microfinance qui s'occupe des exclus reste une finance de la marge, en revanche elle constitue par ses principes un chemin vers un nouveau modèle économique plus solidaire et durable. Retour sur quelques réalités et sur le fonctionnement de cette chaîne de solidarité pour le financement.



Avec un taux d'épargne des ménages de 16,2 % en 2009, les Français se placent au premier rang des épargnants mondiaux (6,8 en taux d'épargne financière, 8,2 en taux d'investissement pour le logement et 1 en taux d'investissement des entreprises individuelles).

En même temps en France on estime à 5 à 6 millions (près de 10 % de la population) les personnes exclues bancaires. Dans bien des cas cette exclusion est due à une grande précarité qui conduit les banques à refuser l'ouver-

ture d'un compte et donc, à plus forte raison, l'accès au crédit.

Au niveau mondial 80 % de la population est exclue de l'accès au prêt bancaire. C'est une des exclusions dont on parle fort peu. C'est pourtant une exclusion essentielle. Sans accès au crédit, il est presque impossible pour des personnes en situation de grande pauvreté de développer les activités génératrices de revenus qui puissent leur permettre d'échapper à une vulnérabilité absolue aux multiples aléas de la vie (maladies, accident,

conséquences des catastrophes naturelles, etc.). Elles sont enfermées dans leur précarité du fait même de leur précarité. Il leur est à peu près impossible de quitter le niveau de la survie quotidienne pour accéder à celui de la micro-entreprise génératrice de revenus sans la possibilité d'accéder à l'emprunt.

C'est pour ces populations exclues de l'accès au prêt bancaire qu'ici comme dans les pays du Sud s'est développé, hors du système bancaire classique, le microcrédit et cela afin de les aider à créer, maintenir et développer leur propre emploi et éventuellement à terme de créer d'autres emplois.

● Une chaîne de solidarité

Mais financer le microcrédit et plus largement la microfinance suppose la création de chaînes originales de financement. Ces chaînes doivent permettre de mettre en relation ceux qui ont une épargne à investir et ceux qui, exclus bancaires parce que sans garanties suffisantes, cherchent des financements pour les projets qu'ils portent. Des organisations comme le CCFD-Terre Solidaire ont mis ainsi en place des chaînes de solidarité pour le financement.

Aux deux extrémités de la chaîne se trouvent, d'un côté les micro-entrepreneurs exclus bancaires, de l'autre des citoyens détenteurs d'un patrimoine.

Entre les deux, des structures financières de proximité situées dans le pays et même la région d'activité des micro-entrepreneurs et des structures d'appui aux structures financières de proximité qui vont faire le pont entre les citoyens solidaires des pays du nord et les structures financières de proximité.

● Des intermédiaires primordiaux

Les structures financières de proximité, les services non financiers sont d'une importance primordiale dans le succès du microcrédit ou de la microfinance : il est essentiel d'accompagner le client qui se lance dans son projet pour l'aider à en vérifier la viabilité et les conditions de sa viabilité, de le former, ou même de proposer des services d'alphabétisation aux futurs clients.

Pour être efficaces, le microcrédit et la microfinance visent la mise en place d'activités génératrices de revenus et non de prêt à la consommation, le prêt à la consommation chez des populations en grande précarité augmentant le risque de surendettement.

Il ne peut donc être accordé que par des institutions proches de la réalité des emprunteurs. C'est une des dérives de la microfinance de ne plus assurer cet accompagnement qui coûte cher. Certains nouveaux-venus dans le domaine de la microfinance abordent ce secteur pour de la rentabilité. Ils n'ont plus la visée sociale essentielle à sa réussite.

Dans les pays du Sud ces structures de financement de proximité sont des Mutuelles de solidarité (Musos), des caisses villageoises, des associations de producteurs... En France on trouve des organisations comme l'ADIE, les Cigales, Habitat et Humanisme, France Active, le Nef pour la microfinance, certains services municipaux ou des associations comme le Secours Catholique pour le microcrédit.

● Les structures d'appui aux structures financières de proximité (type SIDI)

Bien des organismes de microfinance de proximité ne sont pas en mesure de faire appel à l'épargne locale pour financer leur capacité de prêt ou, s'ils ont la possibilité de débiter avec une épargne locale, ils doivent pour se développer et répondre aux besoins d'un plus grand nombre trouver des financements extérieurs, financements sous forme de subventions, de prêts ou de prises de participation.

Les organisations du type de la SIDI et du CCFD-Terre Solidaire vont agir comme des interfaces entre les détenteurs de patrimoine ici et les structures de financement de proximité là-bas, les détenteurs de patrimoine acceptant d'en investir une part pour le développement des structures de financement de proximité au Sud.

Des organismes comme la SIDI exercent un double métier : l'appui financier et l'appui technique. Cette double démarche est nécessaire afin de :

- développer et pérenniser les structures dans lesquelles la SIDI est engagée



● **Geneviève Guénard**
Directrice administrative et financière du CCFD-Terre Solidaire.

« En bâtissant la logique financière sur ce que produira pour la société chaque euro investi et non sur ce qu'il rapportera à l'investisseur, la Finance Solidaire se place dans une véritable logique alternative de financement de l'économie. »

Rapport 2009 de l'inspection des finances sur le microcrédit.

- rendre ces structures complètement autonomes à terme
- et donc fournir des services financiers adaptés aux demandes des micro-entrepreneurs : petits prêts à court terme, formation...

Contrefaçons et limites

Sur Internet des sites type Kiva ou Babyloan, par exemple, développent un système *peer to peer* de la microfinance. Ils prétendent supprimer les intermédiaires entre le prêteur et l'entrepreneur par le biais d'Internet. En réalité, les réseaux évoqués précédemment existent toujours mais ils sont masqués et l'on joue sur la personnalisation du prêt. On est là dans le principe inverse du pot commun défendu par le CCFD-Terre Solidaire. Il faudra voir comment, à l'avenir, ces systèmes prendront ou non en charge l'accompagnement des structures de prêt et des micro-entrepreneurs qui est un élément essentiel pour la viabilité des projets engagés.

La finance solidaire et la microfinance ne sont pas des outils miracles pour le développement car le microcrédit ne remplace pas l'éducation, l'accès à la santé, les investissements dans les infrastructures (routes, électricité...) qui sont des conditions nécessaires d'un développement et qui doivent normalement relever de l'action publique.

Si, parfois, les bénéficiaires de la microfinance sortent des statistiques officielles de la pauvreté (mesurée en termes absolus, les fameux 2 \$/jour), la microfinance n'est pas avant tout un outil de lutte contre la pauvreté. La microfinance permet de se sécuriser vis à vis de l'avenir : si la grande majorité de ses bénéficiaires restent « pauvres » au sens officiel, ils le sont sans doute moins et surtout peuvent envisager leur avenir plus sereinement.

Des principes alternatifs

L'intérêt de la finance solidaire ne se limite cependant pas à son seul impact dans la lutte contre l'exclusion bancaire.

« En bâtissant la logique financière sur ce que produira pour la société chaque euro

investi et non sur ce qu'il rapportera à l'investisseur, la finance solidaire se place dans une véritable logique alternative de financement de l'économie ». (Rapport 2009 de l'Inspection des finances sur le microcrédit).

Nous avons assisté ces dernières années à une financiarisation massive de l'économie arrivant à cette aberration d'avoir, d'un côté la finance, et de l'autre l'économie réelle.

Cette finance dérégulée, pressée par l'objectif immédiat de parvenir à des résultats financiers à brève échéance, a conduit à la crise financière, puis à la crise de l'économie réelle dont nous sortons avec difficultés.

Pourtant, la vraie nature de la finance dans son principe originel consiste à favoriser l'utilisation des ressources épargnées là où elles favorisent l'économie réelle, le bien-être, le développement de tout l'homme et de tous les hommes. C'est cette vraie nature de la finance que rappelle la finance solidaire.

Pour ceux qui choisissent d'investir dans l'économie solidaire, la quête n'est pas celle d'une rentabilité financière rapide et maximum mais d'une efficacité sociale. La finance solidaire inverse la logique. Ce n'est pas la légitimité de l'acte économique qui est niée mais, par cet acte économique, sont visés des effets sociétaux, sociaux, en termes de liberté, d'écologie, de cohésion sociale et de lutte contre l'exclusion.

L'économie cherche à devenir un moyen et non une fin en soi, pour atteindre différents objectifs. La finance solidaire, avec sa dimension de partage, est une finance de la marge, une finance qui s'intéresse aux exclus. Elle ne peut être regardée comme le nouveau modèle économique, salut de l'économie mondiale.

Mais les principes qui conduisent la finance solidaire, finance patiente, finance à but sociétal, finance directement connectée à l'économie réelle et à la production de richesse pour le plus grand nombre, ces principes réintroduits dans la finance mondiale pourront être chemin de salut pour nos économies. Pour cela, c'est chacun de nous qui doit changer son rapport aux ressources financières qui sont les siennes. ●

Geneviève Guénard

Les services non financiers sont d'une importance primordiale dans le succès du microcrédit ou de la microfinance.



PHOTO - F. H. J. A. C. M.

...suite de la page 15

Trop de pays africains dilapident leurs richesses au profit de la classe dirigeante et abandonnent le monde paysan qui vient augmenter les bidonvilles des grandes villes.

la République Démocratique du Congo et l'impunité dont jouissent les auteurs. L'hôpital de Pangî dans la ville de Bukavu est débordé tant le nombre de victimes dépasse l'imagination ! Les médecins se débrouillent grâce à l'aide internationale. Qui arrêtera cette tragédie ? Dans la ville voisine de Goma, les hôpitaux sont dépassés par le nombre de femmes victimes de viols avec violence mutilante. La population demande des centres de rééducation pour toutes ces victimes. Le regard est tourné vers l'international... La faiblesse des ressources internes et leur mauvaise utilisation rendent comptent de l'importance de la question de la gouvernance moderne des états et son pendant, c'est-à-dire la qualité du leadership. En cause ici, la crédibilité des processus électoraux.

• **La solidarité internationale.**

Le constat est l'inefficacité dès lors que le maillon interne ne fonctionne pas correcte-

ment. La conditionnalité imposée sans beaucoup de conviction par les organisations internationales n'a pas produit les résultats escomptés faute de volonté politique devant la primauté des intérêts étatiques. Peut-on là aussi parler de fatalité ? Non bien sûr ! Car la cohérence de la globalisation économique impose à tous un cadre nouveau d'expression et d'action de la solidarité internationale : la globalisation politique. En clair, la lutte pour la bonne gouvernance et la démocratie requiert le soutien inconditionnel des organisations citoyennes, des états par le renforcement de la conditionnalité et des organisations internationales par la mise au banc de l'humanité des milieux maffieux internationaux relais et soutiens naturels de dirigeants corrompus.

Ainsi la solidarité internationale aura trouvé un autre champ d'action à impact direct dans la lutte contre la pauvreté. ●

Robert Tshilombo Kalolo

SPIRITUALITÉ

Accueillir notre vocation

Cet article reprend deux présentations faites à l'Université d'été 2010. Celles-ci voulaient expliciter les appels répétés, qui émaillent l'encyclique *Caritas in veritate* (CIV), à considérer notre vie chrétienne comme vocation et le développement comme une exigence essentielle de cette dernière (cf. *L'amour dans la Vérité* n° 16 à 20).

“ Cierges, dentelles et encens » ! C'est en ces termes, sous le pseudonyme de Pietro di Paoli, que l'auteur de *Dans la peau d'un évêque* dénonce des retours au « spirituel » qu'il croit observer dans certaines paroisses ou diocèses de France. Si cela est, non seulement nous sommes aux antipodes de la spiritualité et du spirituel, mais, plus encore, dans des perspectives religieuses assez étrangères à la foi au Christ !

● Une recherche d'unité

S'adressant à des dirigeants chrétiens, le pape Jean-Paul II écrivait : « Les chrétiens ont pour vocation de montrer qu'il ne peut pas y avoir de cloisons étanches pour un chrétien entre sa vie personnelle, son activité professionnelle et sa participation à la vie de l'Église. Au motif que toute réalité humaine – en tenant compte de ses lois propres – a été rachetée par le Fils de Dieu fait homme, mort et ressuscité “pour nous et notre salut” » (21 septembre 1989-Lettre au 18^e congrès de l'UNIAPAC).

On ne saurait être plus précis, ni plus ferme, sur l'exigence de cette unité de l'existence chrétienne. Cette parole peut inviter chacun à un examen de conscience : où en suis-je de cette unité dans mon existence ? Unité toujours en chantier, certes. Cette recherche quotidienne faisant la trame de notre vie spirituelle.

Mais qu'entend-on par vie spirituelle et par spiritualité ? Ces mots font aujourd'hui florès tandis que leur sens souvent se dilue.

Un des grands théologiens catholiques du

La spiritualité (...) s'observe dans la manière dont la personne vit dans le monde et gouverne son existence au travers de ses choix et de ses décisions.

siècle dernier, le cardinal Hans Urs von Baltazar (1903-1988), dans l'article *Spiritualité*, rédigé pour une œuvre monumentale : *Le Dictionnaire de spiritualité*, aborde la question selon un point de vue le plus large. Toutes les religions invitant leurs croyants à une vie spirituelle et à vivre d'une spiritualité, il estime possible d'en proposer une définition, pertinente pour toute croyance.

La spiritualité pourrait se comprendre comme la « manière pratique de traduire et d'exprimer dans sa vie la conception que la personne se fait de son existence religieuse ou plus généralement de son engagement éthique. »

● Choix et décisions

La spiritualité ainsi envisagée ne s'exprime pas d'abord dans l'affirmation de contenus de foi ou dans l'affichage de valeurs transcendantes, mais s'observe dans la manière dont la personne vit dans le monde et gouverne son existence au travers de ses choix et de ses décisions.

Le cardinal Urs von Baltazar complète cette définition par quelques considérations. Nous ne retiendrons, ici, que les trois dimensions qui, pour lui, sont communes à toute vie spirituelle :

L'homme se définit comme un être spirituel : conscience, pensée, désirs, attentes, réminiscences, émotions, amour, haine...

Cet esprit veut s'accomplir et transformer le monde : connaissances, projets, choix et décisions, engagements, ambitions, pouvoirs...

L'homme n'accède qu'au relatif, mais aspire



La Baume. « L'Homme n'accède qu'au relatif, mais aspire à L'Esprit absolu ».

● La vocation du développement humain

Nous ne mesurons jamais assez comment le Dieu révélé par Jésus-Christ est proche de nous. Nous n'avons, sans doute, pas assez conscience que nos engagements dans le monde, nos travaux comme nos professions sont aussi notre vocation : des lieux où nous devons répondre à l'appel que le Christ nous adresse pour vivre de la vie de Dieu.

Le Père Michel Danchin s.j., dont la mission au service du MCC s'est déployée en Alsace et en région PACA, l'exprimait avec bonheur dans un article intitulé : *Dieu s'intéresse-t-il au TGV?* : « Pour nous, écrivait-il, Dieu s'intéresse au TGV... Oui, Dieu ne serait pas Dieu, le créateur et le père de son enfant l'humanité, s'il ne prenait pas au sérieux nos tracas et nos inquiétudes, nos joies, nos projets, nos passions et les œuvres de nos mains, ... » (*Responsables* – 1996)

« Dans le dessein de Dieu, chaque homme est appelé à se développer, car toute vie est vocation », écrivait Paul VI dans *Populorum progressio (PP)*. Citant son prédécesseur, Benoît XVI, dans *Caritas in veritate*, explicite ce lien entre développement et vocation, car il voit dans des approches trop exclusivement économistes et politiques une des raisons de bien des échecs dans le développement des peuples.

Si le développement est vocation, cela signifie qu'il naît de l'appel du Dieu créateur qui appelle chaque être humain à la vie et qu'il trouvera son sens plénier dans la reconnaissance de la dimension spirituelle de la vie humaine (CIV n° 16).

Répondre à cet appel de Dieu, accueillir notre vocation, relève de notre liberté et de notre responsabilité propre. Cela vaut pour les personnes comme pour les peuples. En ce sens, selon les termes mêmes du grand commandement de l'Évangile, œuvrer pour notre propre développement ne saurait isoler d'une contribution au développement de tous. C'est une exigence de la fraternité chrétienne et une urgence de la charité (CIV n° 17, 19 & 20). « Ce qui compte pour nous, c'est l'homme, chaque homme, chaque groupement

à l'Esprit absolu : registre du sens, de la foi qui l'ouvre à l'altérité, expérience personnelle de la « transcendance »...

À chacune de ces dimensions nous pouvons faire correspondre des aspects de la vie chrétienne. Par exemple, la dimension spirituelle s'exprime en vie intérieure : prière, travail de la grâce en nous, discernement des *motions intérieures* et de tout ce qui nous unit davantage au Père par le Fils dans l'Esprit, ou, au contraire, nous en éloigne.

Notre fidélité à l'Esprit de Dieu « répandu sur toute chair » (Romains) se manifestera au travers des « oui » et des « non », de nos choix et de nos décisions.

De par notre baptême, nous sommes devenus « temple de l'Esprit-Saint » (1 Co 6) et « membre du Corps du Christ » (1 Co 12). Ces deux images, proposées par l'apôtre Paul, nous inscrivent dans un ensemble plus vaste : soit comme pierre d'un édifice, soit comme membre d'un corps, l'Église, Peuple de Dieu, dont le Christ est la fondation ou la tête.

« *Œuvrer pour
notre propre
développement
ne saurait
isoler d'une
contribution au
développement
de tous.* »

d'hommes, jusqu'à l'humanité tout entière » écrivait Paul VI (PP n° 14).

● **L'Église : experte en humanité**

Le développement compris comme un progrès « à faire, à connaître, à avoir plus pour être plus » (PP n° 6) risque de se contenter d'un humanisme somme toute assez matérialiste. Pour Benoît XVI, l'exigence de la vérité, qui ne saurait être séparée de l'urgence de la charité, invite à reconnaître « l'homme ne peut faire moins que s'ouvrir à l'appel divin pour réaliser son propre développement », car du mystère de l'Incarnation du Christ, l'homme reçoit « la valeur inconditionnelle de sa vie » et « le sens de sa croissance » (CIV n° 18).

La tradition de la foi chrétienne est ainsi porteuse d'un message pour l'humanité, d'un message qu'elle ne peut cesser de proclamer sous peine d'être infidèle à son Seigneur : la

vocation divine de tout homme et de tous les hommes. Ce qui a fait dire à Paul VI devant les Nations-Unies que l'Église était « experte en humanité ».

De cette expertise, chaque chrétien est invité à porter le témoignage. Cette invite, Benoît XVI la renouvelle dans la conclusion de son encyclique : « Le développement a besoin de chrétiens qui ont les mains tendues vers Dieu dans un geste de prière, conscients du fait que l'amour riche de vérité, l'amour dans la vérité, d'où procède l'authentique développement, n'est pas produit par nous, mais nous est donné... Le développement suppose une attention à la vie spirituelle, une sérieuse considération des expériences de confiance en Dieu, de fraternité spirituelle dans le Christ, de remise de soi à la Providence et la Miséricorde divine, d'amour, de pardon, de renoncement à soi-même, d'accueil du prochain, de justice et de paix » (CIV n° 79). ●

Bernard Bougon s.j.

« Dans le dessein de Dieu, chaque homme est appelé à se développer, car toute vie est vocation » *Populorum Progressio*, Paul VI.



Vie d'équipe : Vers une intelligence spirituelle de notre action : « Le développement comme vocation »

➤ Lorsque l'on parle de développement, il nous est naturel d'y associer le terme économique. Loin de minimiser l'importance de ce dernier, il est également important de souligner la dimension spirituelle de l'Homme qui ne pourrait se contenter d'un développement uniquement matériel. Pour qu'il soit intégral, le développement doit s'appliquer à « tout Homme et tout l'Homme ».

Travail proposé à L'UE par Bernard Bougon

1^{er} temps

Lire ensemble les § 16 à 20 de Caritas in veritate.

Benoît XVI reprend l'affirmation de Paul VI selon laquelle « Toute vie est vocation », liant cette vocation à la responsabilité que chacun a de sa croissance et de son salut. Dans son encyclique, le Pape Benoît XVI approfondit, plus que ne l'a fait Paul VI, cette vision chrétienne de l'existence.

➔ Quels sont les traits majeurs de cette vocation de l'homme que dégage le Pape Benoît XVI ?

2^e temps

➔ Que veut dire pour moi : « Ma vie est une vocation » ?
Que puis-je en dire et partager dans le groupe ?

3^e temps

Pour aider, soit à la prière personnelle, soit à une appropriation de cette vision chrétienne de l'existence qui a été clairement affirmée par le Concile Vatican II, les membres du groupe pourront méditer ensemble un des textes suivants :

Matthieu 6, 24-33

Matthieu 20, 1-16

Jean 15, 1-17

Jean 21, 1-14

1 Corinthiens 12, 1-30

Galates 5, 13-25

Philippiens 2, 12-

ou bien le texte de Louis Lavelle

« Le discernement de la vocation ».

Le discernement de la vocation

Il y a en nous un flux qui nous porte, mais qui est tel pourtant que nous n'avons l'impression assurée de le suivre que si c'est nous-mêmes qui le faisons jaillir. Ainsi la vocation est une réponse à l'appel le plus intime de mon être secret, sans que rien s'y substitue qui vienne ou de ma volonté propre ou des sollicitations que je reçois du dehors. Elle n'est d'abord qu'une puissance qui m'est offerte ; le caractère original de ma vie spirituelle, c'est de consentir à la faire mienne. Elle devient alors mon essence véritable.

On peut manquer à sa vocation faute d'attention pour la découvrir ou de courage pour la remplir. Mais on ne la découvre pas si on oublie que chacun a la sienne et qu'il lui appartient aussi de la trouver. Et on ne la remplit pas si on ne lui sacrifie tous les objets habituels de l'intérêt ou du désir. Il arrive (aussi) qu'on n'en sente la présence que quand on lui est infidèle. Il y a le danger le plus grave à imaginer que cette vocation est lointaine et exceptionnelle, alors qu'elle est toujours proche et familière, et enveloppée dans

les circonstances les plus simples où la vie nous a placés. Il s'agit pour chacun de nous de la discerner dans les tâches mêmes qui lui sont proposées, au lieu de les mépriser et de chercher quelque destinée mystérieuse que nous ne rencontrerons jamais. La vocation ne se distingue par aucune marque extraordinaire qui soit le signe de notre élection et elle demeure invisible, bien qu'elle transfigure les plus humbles besognes de la vie quotidienne. C'est parce qu'elle est le sentiment d'un accord entre ce que nous avons à faire et les dons que nous avons reçus qu'elle est pour nous une lumière et un soutien. Avec elle, chacun naît à la vie spirituelle, chacun cesse de se sentir isolé et inutile. Ainsi elle ne nous dispense pas, comme on pourrait le penser, de vouloir et d'agir : au contraire, elle charge nos épaules d'un immense fardeau ; elle doit nous rendre prêt à accepter toujours quelque obligation nouvelle, à toujours nous engager sans jamais attendre.

« *L'erreur de Narcisse* », *La vocation et la destinée*,
Louis Lavelle, (extraits), Ed. Bernard Grasset.



Inventer un avenir commun

Lyon
15 & 16 janvier 2011

QUESTIONS D'IDENTITÉ

Le MCC, porteur d'Espérance...

➤ En cette période de préparation du Congrès, la question : « De quoi le MCC est-il porteur ? » est essentielle pour cheminer avec dynamisme et sérénité vers Lyon 2011. Lors de l'Équipe Nationale de mai 2010 (qui réunit tous les responsables régionaux du MCC), quatre responsables ont débattu ensemble de cette question. Il en est ressorti quelques points forts et largement partagés...

Notre équipe MCC est d'abord un lieu d'écoute, de liberté et de compagnonnage. Participer à une équipe n'est pas un engagement qui se rajouterait à d'autres, mais davantage le temps qui permet de choisir les engagements et ainsi de construire une cohérence dans notre vie. Nous y apprenons à prendre petit à petit des responsabilités, aussi bien professionnelles que sociales, qui nous ouvrent à la liberté, en nous appuyant sur l'expérience et l'échange avec les autres. Ils deviennent ainsi des

compagnons sur le chemin des responsabilités. Participer à une équipe c'est aussi goûter la qualité de l'écoute, la bienveillance de chacun. Souvent les nouveaux membres sont frappés par cette attitude et expriment un certain regret de ne pas avoir connu le MCC plus tôt. D'autres, après plusieurs années, témoignent de l'importance de cette attitude d'écoute dans leur vie professionnelle, attitude qu'ils ont vécue dans leur équipe ; le MCC serait-il aussi une « école de management » ?

Participer à une équipe c'est enfin retrouver une liberté en refusant la pression du temps et de ses impératifs, c'est accepter de prendre du temps pour s'arrêter, se poser.

Une ouverture sur le monde économique

Membres du MCC, de quoi sommes-nous porteurs ? Le MCC introduit une respiration dans l'Église : il l'ouvre sur le monde économique et la société, et lui permet ainsi de porter les évolutions de plus en plus rapides que nous

Lyon 2011 : Le temps fort des forums

Le forum du samedi après-midi sera l'un des moments-clés de notre congrès à Lyon les 15 et 16 janvier prochains. Les interventions du samedi matin nous aideront à entrer dans la complexité des nouveaux défis qui se posent à chacun de nous. Le forum sera un temps privilégié pour cheminer et discerner ensemble des signes d'espérance, à travers des expériences concrètes et innovantes qui donnent des idées pour l'action. Ces expériences sont issues des régions, donc identifiées par vous, et s'articulent autour de 4 grands thèmes :

1 • L'entreprise

Quel homme construit-on dans le monde du travail aujourd'hui à travers les relations internes à l'entreprise, le management, le rôle social de l'entreprise, etc. ?

Que ce soit dans les tribunes où de « grands témoins » et des experts dialogueront ou autour des stands où des témoins présenteront leur expérience, ce temps nous aidera à montrer que d'autres manières de faire sont possibles.

2 • Gouvernance et régulation

Dans notre société, qui choisit ? Comment exerçons-nous notre pouvoir dans les entreprises, les collectivités publiques ou les associations ?

Vous trouverez plus de détails sur le site du MCC sur l'organisation du forum et pour vous aider à identifier ces expériences innovantes.

3 • Nouvelles solidarités

Qu'est-ce qui permet à l'homme de se remettre debout ? Quoi de nouveau depuis le dernier congrès à Marseille : « solitaires ou solidaires » ?

Un exemple d'initiative : Bretagne Ateliers

Lors du congrès, un film de 2009 présentera comment Bretagne Ateliers, entreprise de 530 salariés dont 80 % du personnel est handicapé, a su s'insérer dans le monde industriel (automobile et transports), s'adapter aux aléas et traverser la crise.

4 • Développement durable et biens communs

Comment prendre en compte le « long terme » dans nos projets ? Quels compromis sont possibles pour préserver et partager les biens communs ?

Stéphane Ducloyer

« Le MCC est ouvert à tous ceux qui expriment le besoin de rechercher du sens. »

vivons. En même temps il est une ouverture de l'Église à ceux qui sont à la marge. En effet, le MCC est ouvert à tous ceux qui expriment le besoin de rechercher du sens, de mettre en cohérence leurs choix et leurs convictions, en ancrant leur responsabilité. C'est cette notion de responsabilité qui définit bien ses membres plutôt que le terme « cadre » qui peut poser question.

Le MCC porteur d'Espérance, de l'Espérance que Dieu met en l'homme.

« Cette Espérance participe de l'élan qu'est la vie comme telle, mais n'a d'avenir que si elle existe dans des comportements concrets, par des engagements. Dès lors elle suppose un certain type de refus : refus de se limiter au présent, de se contenter de faire le gros dos ou de se laisser aller au désespoir »⁽¹⁾
Nos équipes MCC témoignent d'une volonté de dépasser les peurs ou les analyses simplistes. Elles sont un lieu où nous acceptons de nous donner les moyens d'approcher la complexité, d'ouvrir des possibles

et parfois d'être en résistance face aux schémas ou aux attitudes dominantes. À quelles évolutions sommes-nous appelés pour que le MCC puisse continuer à répondre aux attentes de ses membres, et les aider à témoigner de l'Espérance qui les habite ? Il est important que tous s'emparent de cette question. ●

Anne Salvo

¹ J.-M. Glé : Espérance de l'homme... Espérance de Dieu dans *Responsables* 378 sept./oct. 2007



Ce qui tue le travail,
Francis Ginsbourger,
Michalon, 2010,
185 pages, 17

Réapprendre le dialogue social

Souffrance au travail, suicides... Les sociologues et médecins qui s'inscrivent à la suite d'un professeur du CNAM pour qui les gestionnaires sont des pervers nazis (! ...) ont-ils raison ? Et si oui, que faire de ces pervers, puisque le travail serait devenu une lutte entre victimes et bourreaux. Alors on criminalise et médicalise les tensions, on désigne « les coupables »... Pour Francis Ginsbourger, qui se fonde sur ses

interventions en entreprise avec l'accord des acteurs, cette vision des choses bloque toute réflexion. En fait, on est passé à une gestion du travail comme un coût qu'il convient de réduire coûte que coûte, à une responsabilisation sans donner les ressources et les moyens d'une réelle autonomie. Cette gestion qui substitue des instruments impersonnels à des relations humaines (même si elles sont conflictuelles) a entraîné la démobilitation et

le découragement des salariés. Or le travail n'est pas réductible à ce qui se calcule, il porte une teneur symbolique et identitaire. Très en amont de la crise finale d'une entreprise, il convient donc de comprendre ce qui s'est passé au cours des crises. Comment les opérateurs ont su récupérer des incidents critiques. Il s'agit donc de substituer un vrai dialogue « sur le tas » au lieu de gérer du haut du siège social.

Bernard Chatelain

Le patron qui aime les littéraires,
Serge Villepelet, DDB, 2010,
149 pages, 11,90

La culture au pouvoir ?

Lancer le projet Phénix. C'est le défi qu'a décidé de relever Serge Villepelet, président de PricewaterhouseCoopers, afin d'accroître l'embauche des littéraires dans les entreprises tandis que leurs choix se tournent largement vers des profils « Ecole de commerce ou d'ingénieur ». Le but étant d'enrichir le panel de collaborateurs et de bénéficier des qualités personnelles des littéraires, comme l'esprit de synthèse, les capacités rédactionnelles, la culture....

Après avoir fait adhérer les syndicats étudiants, les directeurs de faculté, les étudiants eux-mêmes, il a persuadé les collaborateurs de son entreprise du bien-fondé de cette démarche, en montrant les apports de ce nouveau « format » de personnes, au prix d'un accompagnement plus poussé.

Les résultats sont encourageants et la proportion de démissions n'est pas plus élevée que pour les recrues traditionnelles.

Ce livre aborde finalement la question des entreprises qui cherchent à recruter des clones, tous bâtis selon le même modèle. Cette situation est très vraie pour la France : une personne formée en histoire, par exemple, sera vraisemblablement professeur chez nous, tandis qu'elle peut parfaitement intégrer l'entreprise et accéder à de hautes fonctions dans le monde anglo-saxon.

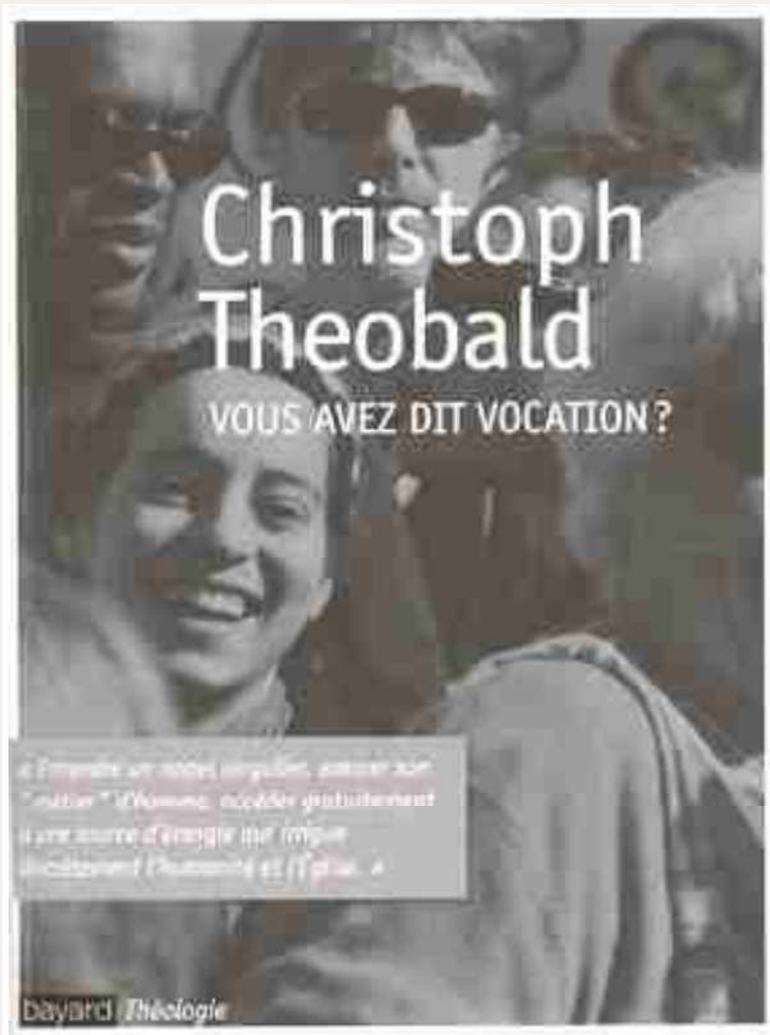
« Plus que d'avoir un seul acquis, l'important est d'avoir appris à acquérir. » Voilà le principe de base de la démarche Phénix. C'est celle-ci que notre société devra suivre pour évoluer progressivement et quitter un fonctionnement trop normalisé.

Antoine de Montety



Vous avez dit vocation ?

Christoph Theobald, s.j., Bayard, 2010,
25 pages, 19



...Pour des temps de mutations

Ce livre nous guide (à travers les Écritures, l'histoire de l'Église et Vatican II) à approfondir ce qu'est la vocation, toute vocation humaine, et la vocation chrétienne, celle-ci étant toujours l'accomplissement de notre vocation d'homme. En allemand, vocation *Berufung* a une étrange proximité avec le mot profession *Beruf*. La vocation, c'est un « agir ». Il nous faut envisager le tout de notre vie comme une unité qui se développe entre la naissance et la mort. Il y a en toute existence des moments décisifs qui peuvent ouvrir notre regard sur la totalité de notre vie.

Il y a l'expérience d'une écoute à devenir plus humain, qui nous met sur le chemin du « pouvoir être » du sujet.

Après l'expérience de l'écoute (un peu comme celle de Samuel dans la Bible) et de l'unicité de notre vie, il y a la décision qui est engagement, la mise en jeu de sa propre vie. Sur le chemin d'accès à notre propre vocation d'homme, il y a des « passeurs », dont on ne peut faire l'économie : les parents et tous leurs substituts au cours du temps de la formation, ces personnes croisées sur nos chemins, dont une parole, un regard ou l'exemple nous marque tout au long de notre vie.

L'accès au métier d'homme se situe dans ce jeu complexe de relations, et, grâce à elles, permet d'acquérir progressivement sa propre liberté, de donner forme à son existence. L'appel à devenir humain retentit à l'endroit où la vie manifeste clairement qu'elle n'existe qu'en étant transmise. Cette fécondité peut être générationnelle, c'est l'enfantement biologique humain, mais elle est aussi « fondationnelle ».

Elle se mûrit où nous inscrivons dans l'histoire quelque chose ou le tout de notre vie. L'enseignement ouvert de ce livre est bien adapté pour les temps de mutations que nous vivons. Il peut être un guide fécond pour chacun, qui peut être amené, au cours de sa vie prolongée, à plusieurs engagements...

Bernard Chatelain

Jean-Luc Menager

Soyons des passeurs...

Si vous avez envie de partager les richesses de votre foi, alors le livre de Christoph Theobald pourra vous aider à trouver votre vocation dans l'Église.

D'abord, prendre l'habitude d'écouter les autres, puis s'asseoir et relire sa façon de se situer dans sa vie, enfin relire les récits de vocation dans l'Écriture... Tenter de faire entendre à l'autre combien son existence a un prix incomparable, l'aider à prendre conscience quand un l'imprévu vient bouleverser sa vie...

« Tu peux être unique, et mettre en jeu ton unique existence pour autrui... » Découvrons-le d'abord en nous puis faisons-le partager autour de nous... S'identifier à telle ou telle figure pour trouver son propre chemin... Soyons des passeurs appelant chacun au fond de son humanité, profitant de nos charismes, en liaison avec les besoins de nos communautés ecclésiales.

ÉDITO

« À l'affamé appartient le pain que tu mets en réserve ; à l'homme nu, le manteau que tu gardes dans tes coffres ; au va-nu-pieds, la chaussure qui pourrit chez toi ; au besogneux, l'argent que tu conserves enfoui. Ainsi tu commets autant d'injustices qu'il y a de gens à qui tu pourrais donner » *St Basile de Césarée, IV^e siècle.*

ZOOM

Réunion : « Par é pour le Sud »

Paul Hibon, ancien responsable du MCC réunionnais, vient de créer Évaluation SUD une structure d'appui au développement humanitaire. L'idée est de contribuer à ce que la Réunion, seule région européenne dans l'hémisphère sud, devienne progressivement une plate-forme de compétences dans ce domaine pour les pays du Sud.

Son objectif est d'aider à concevoir, évaluer et renforcer (par des conseils) des programmes et des politiques de développement qui viennent en soutien à des populations défavorisées dans les pays du Sud. Son originalité : « Par é (et) pour le Sud ! » Elle propose des compétences du Sud (Réunion, mais aussi Maurice, Madagascar...) pour appuyer des programmes de développement de pays du Sud. Ses clients sont des ONG, des bureaux d'études spécialisés dans le développement (principalement européens), des organisations internationales.

Les missions type d'Évaluation SUD sont la conception et l'identification de projets, le suivi et l'évaluation de programmes et de politiques de développement, l'appui organisationnel, la formation et le renforcement des ressources humaines, les études et enquêtes, les audits



techniques et audits de procédures. Ses champs d'expertise sont la microfinance et l'appui aux activités génératrices de revenus, l'économie et le commerce par l'appui aux TPE/PME, la structuration de filières, le commerce équitable, le développement en milieu rural et urbain, la sécurité alimentaire, la formation professionnelle et la gouvernance ainsi que le renforcement institutionnel. Le souhait est de travailler en partenariat Nord-Sud avec un progressif transfert de compétences. Le premier enjeu est de gagner la confiance des commanditaires sur la qualité des actions menées, gage de nouvelles commandes. Les premiers contrats sont tombés :

Cap Vert, Sierra Leone, Burundi, Brésil, Mozambique.

- Cap Vert : évaluation d'un programme de soutien à des paysans et des éleveurs dans l'île la plus isolée de l'archipel (10 îles), sur des zones semi-arides qui ressemblent à la Plaine des Sables : action de formation professionnelle, de transformation des produits agricoles (chaîne de valeur), et de commercialisation de produits agroalimentaires (tisanes, jus de fruits frais, sucreries, confitures, rhums...).

- Sierra Leone : appui à la conception d'un programme visant à permettre aux personnes vulnérables et handicapées de monter leur propre activité génératrice de revenus, c'est-à-dire de créer leur propre emploi. Cela signifie un travail sur la confiance en eux des bénéficiaires et de sensibilisation des institutions traditionnelles au handicap (centres de formation professionnelle, institution de microfinance, bureaux



Photo: Nicolas-François

communautaires...).

- Burundi : appui à la conception d'un programme de pavage de routes à haute intensité de main d'œuvre avec un fort volet de formation et de réinsertion économique pour des populations défavorisées.

- Brésil et Mozambique : capitalisation de 10 ans d'expérience en matière d'éducation dans des bidonvilles et en milieu rural pauvre. Les deux volets des programmes évalués sont l'éducation des tout-petits (moins de six ans) et celles des adolescents à problèmes vivant en bidonville. L'idée est de tirer la synthèse des

expériences menées sur ces sujets, dans différentes villes et campagnes, avec différentes ONG locales, afin de préparer les actions de demain. Paul Hibon recherche actuellement des personnes ayant déjà évalué des programmes de développement à l'international, ou participé à leur mise en œuvre, et qui seraient intéressées le cas échéant à réaliser une mission courte (15 jours environ) sur une année. Avec une spécialité qui peut être très diverse : ingénieur agronome, hydraulicien, banquier, chef d'entreprise, éducateur, médecin.

Contact : paulhibon@gmail.com

L'ÉGLISE ET LE MONDE

Solidaires et voyageurs

Les JVI (Jeunes Volontaires Internationaux) ont entre 23 et 28 ans, ils sont étudiants en fin de parcours ou de cycle universitaire, plus rarement ils ont commencé une brève carrière professionnelle. Ils sont en République dominicaine, au Pérou, au Tchad. Ils travaillent dans le secteur social et pastoral. Lorsque l'activité proposée est de nature technique ou professionnelle, nous demandons au partenaire d'assurer au volontaire un quart de temps à caractère social ou pastoral. Comment

sont-ils venus à JVI ? Ils ont connu JVI par le site, par un jésuite, par des amis. Leurs motivations : découvrir une autre culture se mettre au service de plus pauvres. Une formation à la spiritualité ignacienne est assurée lors d'un week-end ou aussi par une retraite de 5 jours avant le départ. Tous les mois, ils reçoivent une lettre de pédagogie spirituelle pour les aider dans leur cheminement.

Contact : [Olivier de Fontmagne ofontmagne@jesuites.com](mailto:Olivier.de.Fontmagne@jesuites.com) et [Vincent Lasceve vicent.lasceve@jesuites.com](mailto:Vincent.Lasceve@jesuites.com)

ACTUALITÉS

Au Niger, passer de la microfinance au capital risque tourné vers le développement.

Depuis plusieurs années, la Sidi travaille au Niger avec des institutions de micro finance classiques : Kokari, Taanadi. Il était difficile d'avancer avec elles sur un axe prioritaire : la promotion de la valeur ajoutée rurale. Avec le projet ETC mené par une « entrepreneur » de Niamey, une nouvelle approche va être testée. ETC est désormais une entreprise formelle (SARL) de transformation de céréales, grâce à l'appui technique et financier de Sinergi.

La Sidi entre dans le capital de Sinergi, une société locale d'investissement dont l'objectif est la création et le développement d'un tissu de TPE/PME et notamment d'entreprises rurales, dont elle contribue aux fonds propres tout en leur assurant un accompagnement par un parrain. Sinergi participe au capital d'ETC, la Sidi s'y faisant représenter par le directeur général de Kokari. Même si cette opération est modeste (ETC a un capital de 10 millions FCFA, environ 15 000 €), elle est prometteuse car relève de l'initiative de la société civile à se développer, et permet à Kokari d'apprendre à jouer un nouveau rôle dans le développement agricole.

AGENDA

Soirée débat « société multiculturelle : dialogue et/ou confrontation ? »

organisée par le MCC International à Lyon le Jeudi 21 octobre 2010 de 20h à 22h30 à l'IDRAC - Grand Amphi (47, rue M. Berthet Lyon 9 - métro Gorges de Loup).

Avec notamment : Bernard Husson, économiste ; Anne-Marie Comparini, ancienne présidente du Conseil Régional Rhône Alpes ; Cherif Adji, entrepreneur franco-algérien d'une PME, Aix de la Tour du Pin, (Creative cartoon).

CLAIRE ET JEAN-BAPTISTE SALLES, MCC VOYAGEURS

« À l'étranger, le soutien d'une équipe nous manquait »

➤ En 2001, ils partent en famille pour Taïwan. On les retrouve à Shanghai en 2004. Et trois ans plus tard, les voici à Casablanca. Pour motif professionnel. Une vie classique d'expatriés, certes. Signe particulier : à Shanghai comme à Casablanca, Claire et Jean-Baptiste Salles créent des équipes MCC. En remballant leurs caisses, cette fois-ci pour la France, ils répondent, au début de l'été, à notre curiosité.



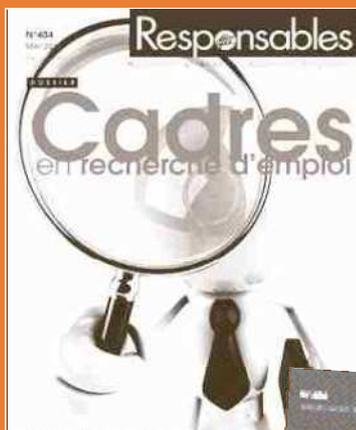
la première année. Les prêtres étant peu nombreux et sous haute surveillance en Chine continentale, le père Remi de Maindreville – alors aumônier national du MCC à Paris – a accepté de suivre ces deux équipes à distance par email. Nous lui adressions le thème choisi une semaine avant la réunion, et il nous envoyait par retour d'email des pistes de réflexion et des textes d'Évangile sur lesquels appuyer notre partage. Ce système a bien fonctionné. Malgré de fréquents déplacements des maris, les équipes ont tenu le rythme mensuel, avec un turnover important à la fin de la première année : 25 % de renouvellement chaque été ! Les thèmes abordés étaient axés sur l'éloignement géographique avec nos familles, la vitesse du changement, mais aussi l'équilibre entre vie de famille et vie de travail dans un contexte où les expatriés travaillent et voyagent beaucoup. Arrivés à Casablanca, nous avons mis six mois à nous adapter à cet environnement si différent de l'Asie. Nous avons proposé à des amis rencontrés dans notre paroisse de monter une équipe MCC, ce qui s'est fait rapidement, avec la présence d'une sœur libanaise. La deuxième année, accompagnés par le Père Jean-Marie, spécialiste

de l'Islam, nous avons axé notre réflexion sur la découverte de cette religion et les différences avec le christianisme. La troisième et dernière année, accompagnée par un jeune prêtre connaissant bien le MCC, notre équipe (un peu renouvelée après plusieurs départs) a choisi des thèmes à partir de textes d'Évangile : différence culturelle, tolérance dans un pays aux valeurs si différentes des nôtres, mais aussi sujets d'actualité comme la pédophilie dans l'Église, le rôle et la place des femmes dans l'Église... Le point commun à ces équipes successives était le souci de partager nos expériences dans une atmosphère propice à l'écoute et au respect, de prendre du recul chaque mois sur nos vies, de réfléchir ensemble à notre façon de vivre notre foi chrétienne dans des pays culturellement si différents, en tant qu'infime minorité. Nous avons eu l'impression de mieux comprendre les origines de l'Église et le nomadisme des apôtres, de revenir aux sources de notre foi. Ces équipes nous ont aidés à ne pas perdre le fil. Les valeurs de l'Évangile peuvent se vivre partout, y compris dans des régions peu christianisées, même si ce n'est pas toujours facile ! »

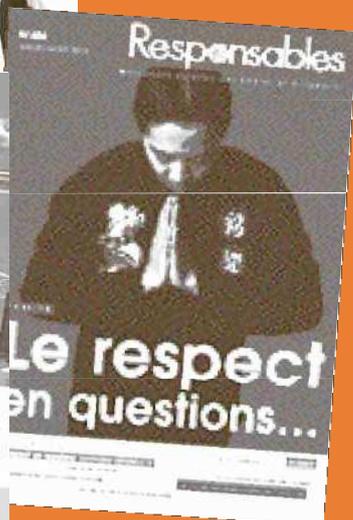
Jean-Baptiste et Claire Salles

« À Taïwan, avec nos trois enfants, nous nous sommes recentrés sur notre vie

familiale. Dans une paroisse américaine animée par des Philippins, nous avons découvert l'universalité de l'Église et des amis anglophones. En arrivant à Shanghai, accueillis par une communauté française catholique dynamique, nous lui avons proposé le concept du MCC. Le partage en équipe et la possibilité de prendre du recul dans un environnement en effervescence nous manquaient. Deux équipes MCC se sont montées dès



- RENCONTRE
- DOSSIER
- LIVRES & DVD
- LETTRE INTERNATIONALE
- VIE DU MOUVEMENT
- VIE D'ÉQUIPE
- QUESTION D'ÉQUIPE
- VISAGE
- VIE SPIRITUELLE



Responsables

Six fois par an, c'est :

- **Une rencontre** avec une personnalité marquante de la vie économique, publique ou associative...
- **Un dossier** qui développe un grand thème de société en lien avec l'actualité à travers des articles, des interviews, des témoignages...
Il participe au débat sur les problématiques contemporaines et leurs rapides évolutions.
- Une sélection de **livres et de DVD**...
- **La lettre internationale** du MCC pour rester ouvert sur le monde.

Le journal fait aussi le lien entre les membres du MCC, des jeunes professionnels aux cadres en retraite active. Il présente les orientations de **la vie du mouvement**. Il propose des thèmes de **vie d'équipe** et tente de répondre aux principales **questions d'équipe**.
Il est un soutien pour la foi et la réflexion, une aide dans la recherche de cohérence, entre le sens que nous voulons donner à notre vie et le monde qui nous entoure.

Le prochain numéro 408 novembre/décembre 2010

DOSSIER Migrants... un avenir à construire ensemble

Responsables

BULLETIN D'ABONNEMENT

À renvoyer accompagné du règlement à :
Responsables abonnements - MCC - 18, rue de Varenne - 75007 Paris
Tél. : 01 42 22 59 57. journal.responsables@mcc.asso.fr

OUI, je souhaite m'abonner (ou me réabonner) à Responsables

OUI, j'offre un abonnement à :

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____ Code Postal : _____

Ville : _____ e-mail : _____

Membre du MCC oui non Sympathisant Autre : _____

46 (1 an) 51 (UE 1 an) 61 (étranger/ par avion 1 an)

51 (abonnement de soutien 1 an) 100 (abonnement de bienfaiteur 1 an)

Prix au numéro : 9 (10 étranger) - **Paiement par chèque à l'ordre de l'USIC**

Conformément à la législation en vigueur vous disposez d'un droit d'accès, de modification et de suppression des informations vous concernant (art.34 de la loi Informatique et Liberté) enregistrées sur la base de données du MCC en vous adressant au secrétariat du MCC. Par notre intermédiaire vous pouvez être amené à recevoir des propositions d'autres sociétés et organismes. Si vous ne le souhaitez pas, il vous suffit de cocher la case ci-contre.



mouvement chrétien des cadres et dirigeants

P r i è r e

Béatitudes pour aujourd'hui

Heureux ceux qui vont à la rencontre de ceux dont l'Église est loin : non-croyants, croyants d'autres traditions religieuses, pauvres et étrangers, hommes et femmes d'autres cultures.

Heureux ceux qui acceptent d'aimer même ceux qui refusent de les aimer.

Heureux ceux qui acceptent d'exposer leurs idées tout en acceptant que les autres n'y adhèrent pas.

Heureux ceux qui suscitent dans l'Église et la société des lieux et des temps où chacun puisse être reconnu et prendre la parole.

Heureux ceux qui, sans craindre les épreuves, s'enracinent dans la durée et la patience, sans jamais se lasser de faire des petits pas pour rencontrer enfin les autres.

Heureux ceux qui ont un souci de cohérence entre leur propre vie et les combats qu'ils mènent.

Heureux ceux qui s'en remettent à Dieu chaque jour dans la prière.

Heureux ceux qui espèrent toujours : ils trouveront la route qui conduit au cœur des autres et de Dieu.

*Mgr Jean-Charles Thomas
« Église de Corse 1985 »
<http://thomasjch.free.fr>*